



REVISION DU SCOT DE LA BRESSE BOURGUIGNONNE

Présentation du diagnostic AEC

30 septembre 2025 - Louhans

Représentant	Structure	Invité	Présent	Diffusion
Anthony VADOT	BLI – Branges	X	X	X
Didier LAURENCY	BLI – Saint Usage	X	X	X
Eric BERNARD	BLI – Saint Martin du Mont	X	X	X
Joel CULAS	BLI – Saint Croix en Bresse	X	X	X
Jean Michel LONGIN	BLI - Varenne Saint Sauveur	X	X	X
Jean Marie ABERLENC	BLI - Simard	X	X	X
Béatrice LACROIX-MFOUARA	TDB – Cuisery	X	X	X
Stéphane VIVIER	TDB – L'Abergement Ste Colombe	X	X	X
Jean Luc CANET	BNI – Bellesvire	X	X	X
Régis GIRARDEAU	BNI – La racineuse	X	X	X
Didier FICHET	BR71 - Montjay	X	X	X
Christiane ESTELA	BR71 – Saint Germain du Bois	X	X	X
Françoise JACQUARD	BR71 – Bosjean	X	X	X
Jean Luc NALTET	BR71 - Mervans	X	X	X

Murielle CHEMY	BR71 - Mervans	X	X	X
Samuel ROSSIGNOL	BR71 – Serrigny en Bresse	X	X	X
Jean Michel FROMONT	BR71 – Thurey	X	X	X
Françoise JAILLET	BLI – Cuiseaux	X		X
Christine BUATOIS	BLI – Louhans	X		X
Michael CHEVREY	BLI - Vincelles	X		X
Stéphane GROS	TDB - Ormes	X		X
Christophe GALOPIN	TDB - Simandre	X		X
Sébastien JAQUARD	BR71 – Sens sur Seille	X		X
Nadine ROBELIN	BR71 – Saint Germain du Bois	X		X
Denis JUHÉ	Conseil de Développement	X	X	X
Jean Claude BUGAUD	Conseil de Développement	X	X	X
Isabelle GOY	BLI – DGS	X	X	X
Nabil AFKIR	BLI – Chargé de Mission Dev Eco	X	X	X
Jean Henry DUQUET	BLI - DST	X	X	X
Sandra FEVRE	BLI - DGA	X	X	X
Sandrine DIOGON	TDB – DGS	X	X	X
Benoît ROUTHIER	TDB – Pôle ADT	X	X	X
Stéphanie CONRY	BR71 - DGS	X	X	X
Mélanie MORIN	DDT Saône et Loire	X	X	X
Clément ALVERGNAT	Région BFC	X	X	X
Christelle GAUTHERON	DDT Saône et Loire	X	X	X
Dorothée DION	SMBb – SCOT	X	X	X
Sébastien RAVET	SMBb – Chef de Projet	X	X	X
Charlotte CORDELIER	SMBb – Santé	X	X	X
P.Emmanuel CREDOZ	SMBb – Transitions	X	X	X
Hélène MAIRET	Région BFC	X		X
Eve Anne RASTEL	CD71 – animatrice ENR	X		X
Viviane PERRIER-GRITTI	CD71 – Pôle Animation des T.	X		X

SOMMAIRE

Ordre du jour.....4

Contenu des échanges.....4

 I. Elements généraux..... 4

 II. Consommations énergétiques 4

 III. Emissions de gaz à effet de serre 4

 IV. Energies renouvelables.....5

 V. Qualité de l'air.....5

 VI. Vulnérabilité / Adaptation du territoire6

Conclusions / Suites de la mission6

ORDRE DU JOUR

- Recontextualisation du rôle d'un SCoT valant PCAET
- Présentation des principaux résultats du diagnostic AEC
- Echanges sur les tendances et enjeux identifiés, les leviers d'actions existants ou à déployer, etc.

CONTENU DES ECHANGES

Anthony Vadot, Président du Syndicat mixte, introduit la séance en rappelant le contexte dans lequel s'inscrit la révision du SCoT et insiste sur l'intégration d'un volet PCAET dans le futur SCoT révisé.

Il est rappelé que quatre commissions intercommunales existent pour faire vivre le volet Air Energie Climat au sein des quatre EPCI.

I. Elements généraux

Les principaux résultats, tendances et leviers d'actions pré-identifiés ont été présentés.

Pour les consommations énergétiques, émissions de gaz à effet de serre et objectifs de taux d'autonomie énergétique (production locale d'énergie renouvelable), **les objectifs de réduction ciblées par le SRADDET BFC à horizon 2050 ont été rappelés.**

La Région, présente à la réunion (Direction de l'aménagement), indique que l'objectif du SRADDET en matière de consommations énergétiques n'est pas d'atteindre une consommation égale à zéro, mais plutôt de faire évoluer les sources d'approvisionnement énergétique. De même, les émissions de gaz à effet de serre n'atteindront pas zéro en 2050 et pourront être compensées par les capacités de séquestration du carbone du territoire.

II. Consommations énergétiques

Plusieurs remarques / questions sont soulevées parmi les participants :

- Le poids des consommations énergétiques associées au trafic autoroutier, dont une partie est un trafic de transit → Le SCoT AEC ne disposera que de leviers très limités sur ce sujet.
- Concernant les consommations associées aux transports, l'enjeu prioritaire aux dires des participants, résiderait davantage dans le déploiement d'une offre de transports en communs que dans le renforcement des aménagements dédiés aux modes doux.
- Il est aussi relevé la nécessité de programmer des logements à proximité des pôles regroupant les emplois, dans le but de diminuer une partie des distances parcourues.
- Il convient de rappeler que l'évolution à la hausse des coûts énergétiques ont pu favoriser, depuis 2022, des changements de comportements parmi les particuliers comme entreprises et collectivités, tirant les consommations à la baisse.
- Le dérèglement climatique et l'augmentation des températures – en particulier en période estivale – sont susceptibles de faire augmenter les consommations énergétiques futures associées à la climatisation / refroidissement. Ce critère n'est pas intégré à ce jour dans les trajectoires et tendances futures de consommation.

III. Emissions de gaz à effet de serre

Plusieurs remarques / questions sont soulevées parmi les participants :

- Le gaz de ville n'est a priori pas très répandu sur le territoire (du moins pour les ménages). Des données plus précises pourraient être récupérées auprès des opérateurs réseaux de gaz.
- La diminution notable des émissions associées au secteur agricole peut notamment s'expliquer par l'amélioration des performances énergétiques du matériel employé.
- Des questions sont posées sur la **séquestration du carbone** :
 - o Combien d'hectares seraient par exemple à planter pour assurer 100% de séquestration des émissions de gaz à effet de serre du territoire ? Pour rappel, il **est estimé qu'environ 15% des émissions du territoire sont séquestrées à ce jour.**
 - o Il est aussi rappelé que **l'état global des forêts se détériore**, dans un contexte de dérèglement climatique qui s'accroît (sécheresse, parasites, etc.) et diminue de ce fait les capacités de séquestration y compris sans diminution de la superficie forestière / linéaires bocagers.
 - o Le réseau bocager, autrefois très important, est à redéployer (enjeux pluriels de végétalisation, paysage, biodiversité, etc. et séquestration)
- Des remarques sont soulevées sur les externalités possiblement négatives de certaines politiques portées (électrification des véhicules, efficacité et performance des logements basse consommation, etc.).
- Enfin, des alertes sont soulevées sur les enjeux de coût / soutien financier, avec une tendance prononcée de désengagement de l'Etat et réduction des subventions disponibles tant pour les collectivités que les particuliers ou entreprises.

IV. Energies renouvelables

Plusieurs remarques / questions sont soulevées parmi les participants :

- Les échanges ont permis d'identifier des **chaufferies-bois** additionnelles : pour Sainte-Croix, Condal, La Faye (en projet). Globalement, un gros potentiel est identifié, avec un intérêt politique significatif.
 - o A noter que beaucoup de chaufferies-bois associées à des petits réseaux de chaleur (de l'ordre de quelques bâtiments) sont méconnues à ce jour.
- Concernant le **bois-énergie** (en partie en articulation avec les chaufferies-bois) : différentes sources sont mobilisées à ce jour (déchet de scierie, affouage). Avec une production de bois via l'affouage de moins en moins importante. Un travail / partenariat avec l'ONF pourrait être à envisager et développer.
- Pour le **solaire photovoltaïque**, des projets sont identifiés mais rien n'est sorti à ce jour. A Saint-Bonnet-en-Bresse (friche SNCF), le permis est délivré mais des questions se posent en termes de compensation – près de 14 ha seraient nécessaires (présence de batraciens).
- En matière de **méthanisation**, plusieurs projets existent et sont en projet sur le territoire. Des projets sont engagés à Condal (travaux très avancés, projet industriel et non pas agricole), Savigny-en-Revermont (en étude – plusieurs problématiques a priori), à Jouvençon (projet plutôt d'ordre industriel qu'agricole).
 - o Une vigilance est à porter sur la méthanisation, avec des projets plutôt d'ordre industriels qui tendent à voir le jour. Pour autant, l'activité agricole sur le territoire présente un potentiel très conséquent.
- En matière **d'éolien**, des projets ont pu exister. Celui de Diconne serait en cours d'abandon. Il y aurait de la résistance pour des motifs paysagers. Le territoire dispose pourtant d'un potentiel très significatif.
- Il n'existe pas de **projet géothermique** à grande échelle (échelle individuelle uniquement).

V. Qualité de l'air

Il est rappelé la multiplicité des sources de pollution de l'air, ainsi que les configurations géographiques du territoire, ces dernières pouvant expliquer en partie la prégnance de la pollution de l'air en Bresse bourguignonne.

VI. Vulnérabilité / Adaptation du territoire

Des initiatives sont portées sur le territoire – notamment par les communes avec par exemple la mention de projets de végétalisation de cours d'écoles et espaces publics.

Des questions sont posées sur le sujet de la ressource en eau, avec des enjeux très importants de dépendance / pertes de réseaux.

CONCLUSIONS / SUITES DE LA MISSION

Au-delà des éléments spécifiques AEC présentés ci-dessus, plusieurs enjeux indispensables à la bonne réalisation du volet AEC du SCoT sont rappelés par les participants.

En particulier, le programme d'actions devra s'articuler de façon cohérente avec les enjeux (et leur priorisation) tels que présentés lors de la phase de diagnostic. Il conviendra en effet de s'assurer que le programme d'actions réponde aux enjeux identifiés.

La question des outils de financement sera également incontournable pour permettre la bonne réalisation du programme d'actions qui sera proposé courant 2026.

Etapes suivantes :

- ➔ COPIL de présentation du diagnostic et des principaux nouveaux enjeux identifiés relativement au SCoT en vigueur (volet urbanisme et état initial de l'environnement) le 16/10
- ➔ 4 ateliers thématiques sur le territoire entre le 23/10 et 06/11 pour travailler sur les futurs enjeux du SCoT AEC